



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°461 (28 JUIN 2026)

CANICULE ET 10 ANS DU BREXIT

LA CANICULE, SUJET POLITIQUE ?

Introduction

Philippe Meyer :

Le 17 juin, quelques jours avant le nouvel épisode caniculaire, le ministre de la Ville et du Logement, Vincent Jeanbrun, a présenté un plan « *endurance* » pour l'adaptation à la hausse des températures, alors qu'un tiers des logements est constitué de bouilloires thermiques. Selon lui, « *la canicule n'est pas une question météorologique ou climatique, c'est désormais une question de justice sociale* ».

Intervenant aux côtés du ministre du Logement, la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut a reconnu que la France souffre d'un « *grand retard collectif* » tout mettant en avant trois axes : « *remettre la nature dans les villes pour les rafraîchir* » et faire des quartiers prioritaires « *des précurseurs de la transformation écologique des territoires* » ; « *encourager les solutions efficaces pour limiter la surchauffe des bâtiments* », comme les volets, en demandant par exemple aux bailleurs sociaux un recensement des bâtiments sans occultation des baies vitrées ; et développer « *des solutions performantes pour permettre le rafraîchissement des bâtiments* » avec « *d'ici à septembre* » un tarif réduit de TVA à 5,5 % pour les climatiseurs réversibles, décidé en loi de finances 2026.

« *Aucune annonce réelle* », a cinglé la Fondation pour le logement des défavorisés (ex-fondation Abbé Pierre) qui a annoncé qu'elle s'associait à un recours en justice, lancé en 2025 par des citoyens et les ONG de « *L'affaire du siècle* » qui accusent l'État de manquer à son obligation de protéger la population des impacts du réchauffement climatique. Associations et climatologues déplorent une politique qui met l'accent sur la gestion de crise plutôt que sur une véritable adaptation. Pourtant, en 2023, pour faire face aux canicules répétées, la

France s'était dotée d'un plan d'adaptation, une feuille de route censée préparer le pays à un réchauffement de 4°C d'ici à 2.100, avec une batterie de mesures sur les logements, les exploitations agricoles ou les transports. Jugé insuffisant, y compris par le Haut Conseil pour le climat, le plan dispose de peu de moyens financiers. Au cours de ces dernières années, des outils pour s'adapter au changement climatique comme le fonds vert ont été fortement rabetés dans un contexte budgétaire contraint : la dotation de ce dispositif très prisé des élus locaux est passée de 2,4 milliards d'euros en 2024 à près de 840 millions d'euros en 2026.

Kontildondit

Lucile Schmid :

Ce deuxième épisode caniculaire en trois semaines a provoqué une sorte de mini-crise politique. Je dis « mini », parce que les jeux de rôle que vous avez décrits sont malheureusement connus depuis des années. Ce gouvernement n'a pas le monopole de l'inaction en matière d'adaptation au changement climatique. C'est un vieux sujet. Nous en sommes déjà au troisième plan national d'adaptation et, comme souvent en France, nous produisons de magnifiques documents, parfaitement chiffrés, structurés et clairs, sans véritable mise en œuvre. Cela tient au manque de moyens financiers, comme vous l'avez rappelé, mais aussi à l'absence de détermination lorsqu'il s'agit d'inscrire l'action publique dans le long terme et d'investir au-delà des échéances politiques.

Cette situation est liée à la cyclothymie politique, à des gouvernements de plus en plus éphémères, mais aussi au fait que les ministres de l'Écologie semblent davantage savoir démissionner avec fracas que mener une politique durable.

Aujourd'hui, Monique Barbut est totalement invisible dans le paysage gouvernemental. Lorsque les ONG, y compris la Fondation pour le logement des défavorisés, affirment que rien n'a été fait, chacun semble finalement enfermé dans une forme d'impuissance partagée.

Au fond, ces épisodes caniculaires révèlent surtout un pays socialement à bout de souffle. On dit souvent que l'écologie est systémique. C'est vrai : la politique du logement interagit avec celle des mobilités, les arbitrages budgétaires, comme la réduction du fonds vert, ont des conséquences directes sur l'action des collectivités locales. La canicule met en lumière cette fragilité. On découvre que la majorité des écoles françaises ont été construites entre 1950 et 1970, qu'il y a dix millions de personnes pauvres en France, sans compter celles qui gravitent

autour du seuil de pauvreté, et qu'il manque aujourd'hui des outils politiques capables d'organiser une véritable action collective. Il ne s'agit pas seulement de critiquer le gouvernement. Sur ces enjeux, les collectivités locales doivent travailler avec l'État, et les Français doivent eux aussi acquérir de nouveaux réflexes. Je rappelle qu'aux dernières élections municipales, la plupart des maires écologistes ont été sévèrement battus. Ce n'est pas seulement parce qu'ils faisaient la morale, mais aussi parce qu'en transformant les villes, en prônant davantage de sobriété et la prise en compte des limites écologiques, ils se sont aliéné une partie de leurs électeurs.

La question d'une véritable prise de conscience collective reste donc entière. Les scientifiques alertent depuis longtemps les responsables politiques, mais que se passe-t-il du côté de la société française ? Comment cette réalité est-elle prise en charge ? C'est le contrat politique entre les électeurs et les élus qui doit évoluer. Comment intégrer pleinement la question écologique dans ce contrat ? D'autant que nous approchons d'échéances électorales majeures et que, jusqu'à présent, l'écologie joue toujours en deuxième division. On en parle au début de la campagne, puis, lorsque les sujets jugés sérieux prennent le dessus, elle disparaît.

Ces épisodes caniculaires permettront-ils enfin à l'écologie de remonter en première division ? C'est une question essentielle. Un épisode caniculaire pourrait-il se produire en avril 2027 ? Je n'en sais rien. Mais on peut aussi se demander ce qui se serait passé si une telle canicule avait frappé pendant les Jeux olympiques. Comment un tel événement pourrait-il bouleverser un jeu de rôle politique que je trouve aujourd'hui tristement convenu ?

Antoine Foucher :

Pour prolonger ce qu'a dit Lucile, je crois effectivement que la canicule est un sujet politique à au moins trois titres. D'abord, au sens partisan et électoral. C'est un phénomène qui touche désormais la vie de la grande majorité des Français.

Les partis politiques réagissent donc et font évoluer leurs positions. C'est particulièrement frappant du côté du Rassemblement national. Il y a quinze ans, Jean-Marie Le Pen parlait d'un « prétendu » réchauffement climatique. Il y a encore trois ans, Marine Le Pen dénonçait le caractère alarmiste des rapports du GIEC. Aujourd'hui, Jean-Philippe Tanguy affirme que le réchauffement climatique est, je cite, « *au-dessus de la pile des priorités du Rassemblement national* ». La canicule est donc un sujet politique parce qu'elle fait évoluer les positions des partis. On pourrait d'ailleurs faire le même constat avec les Verts, qui commencent à regarder la climatisation d'un autre œil.

Ensuite, c'est un sujet politique au sens de *policy*, c'est-à-dire de la recherche du bien commun et des choix collectifs. Tout ce que vous avez rappelé sur la baisse des moyens consacrés à l'adaptation renvoie à ce qui est, avec Lucile, un débat récurrent : les responsables politiques ne font souvent que refléter les contradictions de la société française. Je prendrai un seul exemple. En 2023, à la demande de la Première ministre, Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz ont remis un rapport très complet évaluant le coût de l'adaptation de l'économie française au changement climatique dans tous les domaines : logement, transports, agriculture, industrie. Ils concluent qu'il faudrait investir 66 milliards d'euros supplémentaires par an pendant dix ans, dont 34 milliards d'argent public et 32 milliards d'investissement privé, afin que cette transition soit socialement acceptable.

Or, depuis ce rapport, pas un euro supplémentaire n'a été consacré à la transition énergétique. En revanche, la dépense publique annuelle a augmenté de 100 milliards d'euros, avec notamment 35 milliards pour les retraites, 20 milliards pour la santé, puis des crédits supplémentaires pour la défense.

Mais *rien* pour la transition énergétique. Autrement dit, si nous avions gelé les retraites depuis trois ans, nous disposerions précisément des 35 milliards d'euros publics préconisés par le rapport Pisani-Ferry-Mahfouz.

Nous faisons donc des choix politiques. Comme le disait Mendès France,

« *gouverner, c'est choisir* ». Nous, Français, nous ne choisissons *pas* la transition énergétique. Peut-être que la multiplication des canicules finira par modifier cette hiérarchie des priorités, mais la prise de conscience collective n'est pas encore suffisante pour accepter de renoncer à certaines dépenses au profit de cette transition.

Enfin, c'est un sujet politique au sens philosophique. Nous n'arrivons pas à trancher une question fondamentale : au nom de quoi faire la transition écologique ? Est-ce pour sauver la planète ? Le vivant ? Les espèces animales ? Les écosystèmes ? Ou est-ce pour préserver les conditions de vie des êtres humains ? Tant que nous n'assumerons pas clairement que la finalité est de préserver un climat permettant aux hommes de vivre dans de bonnes conditions, nous resterons divisés. Il ne s'agit pas de sauver la planète, qui continuera d'évoluer comme elle le fait depuis 4,6 milliards d'années, ni de figer la biodiversité. Il s'agit de préserver les conditions qui rendent possible la vie humaine telle que nous la connaissons depuis quelques dizaines de milliers d'années. La finalité de l'écologie est donc, à mes yeux, l'humain : la seule écologie qui tienne est un humanisme.

Beaucoup de discours militants donnent parfois le sentiment que la planète, la nature ou les animaux comptent davantage que les êtres humains. Tant que cette ambiguïté subsistera, nous aurons du mal à faire de la transition énergétique une priorité budgétaire. Nous devons être capables de dire que nous protégeons *aussi* les oiseaux, les rivières ou les mers, mais *parce que* cela contribue à préserver les conditions du bien-vivre *des êtres humains*.

Lionel Zinsou :

Antoine est très éloquent lorsqu'il évoque la désindexation des retraites. Je me demande s'il ne serait pas plus habile de présenter les choses autrement : faisons un effort pour l'écologie et demandons un petit sacrifice sur les retraites, parce que les retraités sont parmi les premières victimes des canicules et qu'ils

s'occupent de plus en plus de leurs petits-enfants, qui seront les victimes suivantes. Un effort budgétaire massif en faveur de l'adaptation profiterait donc directement aux retraités comme aux enfants. Si, comme Antoine et moi le pensons, c'est un grand thème de la prochaine élection présidentielle, cette présentation serait probablement plus convaincante.

Dans ce que disait Lucile, on sent aussi l'idée que cette catastrophe va peut-être enfin réveiller les consciences. Au fond, c'est presque une catastrophe bienvenue, parce que tout le monde comprend désormais que le problème est systémique. Les exemples abondent : des muséums d'histoire naturelle sont contraints de fermer parce que leurs collections ne supportent plus la chaleur et que la présence des visiteurs ferait encore monter la température ; il y a davantage de noyades faute de protections suffisantes ; les arbres et les cépages dépérissent dans les villes ; les rendements agricoles s'effondrent. La chaleur touche le travail, l'école, l'hôpital : toute la société est concernée.

Cette prise de conscience me paraît plus efficace que de répéter que les associations avaient prévenu les responsables politiques. Il y a aussi le souvenir de 2003. Vingt-trois ans plus tard, on a le sentiment que nous ne sommes ni mieux protégés ni mieux préparés. Or la canicule de 2003 avait eu des conséquences politiques. Je partage donc totalement l'idée qu'il s'agit bien d'un événement politique. Je me souviens aussi que le ministre de la Santé de l'époque n'avait pas interrompu ses vacances et avait donné une interview en polo pour expliquer que la situation n'était peut-être pas si grave. Aujourd'hui, vous avez cité trois ministres. J'avoue avoir découvert Mme Barbut et M.

Jeanbrun, ministre du Logement, qui a eu cette formule : « *c'est une question de justice sociale* ». Cette phrase a immédiatement été reprise par tous les partis et lui a donné une véritable visibilité politique. En 2003, le ministre de la Santé avait perdu son poste. Mais je me souviens surtout de la mobilisation spontanée des personnels hospitaliers, qui étaient pourtant en vacances au mois d'août.

Beaucoup sont revenus sans qu'on le leur demande, comme on l'a vu au début

du Covid. Dans ces moments-là, la société réagit souvent plus vite que le monde politique, et cela fait avancer la question de l'adaptation.

On a reproché à la ministre de la Transition écologique d'avoir expliqué que la France avait davantage investi dans l'atténuation que dans l'adaptation. Ce constat est exact. La France est le pays le plus décarboné d'Europe. Avec environ six tonnes d'émissions de CO₂ par habitant, si tous les pays étaient à ce niveau, il n'y aurait pas de réchauffement climatique. Nous émettons environ sept fois moins par habitant que la Chine ou les États-Unis, sans parler des pays du Golfe. Des efforts considérables ont été accomplis, notamment grâce au nucléaire. Même les écologistes ont profondément fait évoluer leur position sur cette question, en raisonnant désormais davantage en termes de trajectoire de long terme.

Ce qui m'inquiète davantage, c'est que les plus habiles politiquement sont aujourd'hui le Rassemblement national et même l'UDR, le parti allié d'Éric Ciotti. Ce sont eux qui ont opéré le revirement le plus spectaculaire en faisant de l'adaptation climatique un nouveau thème populaire, avec des chiffres largement imaginaires, alors que les besoins sont d'au moins 20 milliards d'euros pour commencer à adapter les bâtiments publics, les écoles ou les hôpitaux. Mais, sur le plan politique, ils ont sans doute remporté la première manche. Je partage aussi ce que disait Lucile : cette crise révèle surtout un dysfonctionnement plus général des services publics. La semaine dernière, une circulaire du ministre de l'Éducation nationale rappelait que, malgré les températures exceptionnelles annoncées, l'obligation scolaire demeurerait intégrale, alors même que des enseignants demandaient aux familles de garder leurs enfants à la maison, après avoir vu plusieurs élèves souffrir de fortes fièvres, voire de convulsions nécessitant une hospitalisation. Cette circulaire a finalement été retirée dès le lundi matin. Tout cela montre combien de services publics sont mal gérés et combien l'expérience concrète des usagers est insuffisamment prise en compte. Je crains que ce soit précisément sur ces sujets — l'hôpital, l'école, la

préparation aux catastrophes naturelles — que les partis populistes et le Rassemblement national progressent encore. Ils ont compris que ces thèmes parlent davantage à une partie de la population que la géopolitique ou même le déficit public. Je pense qu'ils ont trouvé là un ressort politique qui risque de continuer à alimenter leur ascension.

Philippe Meyer :

Sur ce type de raisonnement administratif, il existe un exemple à Paris. Les toits en zinc, qui sont la règle, pourraient être peints en blanc afin de réfléchir la chaleur et de réduire les températures, sans avoir à installer des équipements qui défigureraient les façades. Pourtant, sur ce sujet, l'administration reste absolument de marbre.

Lucile Schmid :

Ce que je trouve intéressant dans notre discussion, c'est qu'elle montre qu'une organisation sociale et administrative ne correspond plus, brusquement, à la réalité de la vie. C'est un point essentiel : la vie politique est renvoyée à la matérialité de l'existence. Il est question du corps, des enfants qui font des malaises, des personnes âgées qui meurent plus vite, mais aussi de tous ceux qui, entre les deux, sont submergés par la chaleur et par les obligations de soin. Il y a quelque chose qui rappelle le Covid : le *care*, ou tout simplement le soin, revient au centre des préoccupations. Pendant la pandémie, on avait beaucoup parlé du « monde d'après », et finalement le monde d'avant est revenu en force. Sauf qu'aujourd'hui, le monde d'après s'impose de nouveau à nous. Nous attendons désormais des responsables politiques qu'ils soient capables d'organiser l'avenir et de penser le long terme. Dans le même temps, comme le rappelait Lionel, ils devraient construire ce qu'on appelle une écologie populaire, une idée que l'on poursuit depuis le mouvement des Gilets jaunes en 2018. À l'époque, Emmanuel Macron comme Jean-Luc Mélenchon avaient repris cette

expression. Aujourd'hui, cette écologie populaire risque de se résumer au slogan du Rassemblement national : « un climatiseur pour chacun ». Pourtant, nous savons bien que le véritable enjeu est une réorganisation structurelle du logement, des mobilités et de l'aménagement. Mais lorsque l'on tient ce discours, beaucoup ont le sentiment qu'on élude ce qui compte réellement : leur vie quotidienne. La vraie question est donc de savoir comment articuler les préoccupations immédiates des citoyens avec une pensée de l'avenir.

Je voudrais aussi revenir sur la situation des jeunes. Ce sont eux qui ont été parmi les premiers touchés. L'étudiant qui vit sous les toits en zinc, dans une chambre de bonne mal isolée, habite une véritable bouilloire. Tout le monde n'est pas confronté aux mêmes conditions de logement : cela dépend du niveau de richesse, de l'âge et du statut social. Cette situation révèle une autre forme d'injustice. Nous maltraitons les jeunes, pas seulement à travers la question des retraites, qu'Antoine rappelle régulièrement, mais aussi dans la matérialité même de leur existence. Lorsque l'on travaille avec eux, ils racontent : « *il faisait 40°C dans mon logement, je n'ai pas pu dormir* ». On appelle les parents à la rescousse, on cherche des climatiseurs. Une injustice sociale ancienne apparaît soudain au grand jour.

Face à cela, il existe un vide béant dans l'ensemble des partis politiques. On observe bien quelques évolutions. Dominique de Villepin, par exemple, s'est déclaré favorable à la taxe carbone. Est-ce une déclaration de circonstance ? Je n'en sais rien. Peut-être voit-on réapparaître certaines convictions. Enfin, je voudrais préciser un point à propos du rapport Pisani-Ferry-Mahfouz évoqué par Antoine. Il ne prévoit pas seulement 35 milliards d'euros d'investissement public, mais environ 66 milliards d'investissements au total. Il repose donc aussi sur une mobilisation importante de l'investissement privé. C'est intéressant, parce que cela renvoie chacun à sa propre responsabilité, et pas uniquement à celle des gouvernements.

Antoine Foucher :

L'un des principaux sujets est bien celui de l'écologie populaire, comme vous venez de le dire. On peut d'ailleurs interpréter le revirement du Rassemblement national comme un constat accablant pour la majorité centrale. En s'emparant de ce thème, de manière que l'on qualifiera de populiste si l'on veut, il parvient à parler d'écologie à hauteur d'homme et à la rendre désirable. Bien sûr, la climatisation n'est pas la solution. Mais, à l'occasion d'une crise très concrète, le RN réussit à montrer que l'intervention politique peut améliorer *directement* la vie des gens.

Depuis une dizaine d'années, nous n'avons pas réussi à faire cela. Nous avons laissé s'installer l'idée que l'écologie était un sujet technocratique ou réservé aux catégories favorisées, alors que c'est précisément l'inverse. Pour toutes les raisons rappelées par Lucile, c'est d'abord une question de justice sociale, parce que le réchauffement climatique frappera d'abord les plus modestes. Il en va de même pour les entreprises et pour l'ensemble des activités économiques. Ce qui me frappe, c'est notre incapacité, jusque dans notre manière d'en parler, à construire une écologie populaire. Cela tient à une faiblesse plus profonde de notre conception des politiques publiques, particulièrement en France. Nous ne les élaborons pas à hauteur d'homme. Nous ne partons pas des situations concrètes des personnes concernées pour nous demander quelles solutions leur apporter. Nous partons de grandes considérations, puis nous *espérons* que l'exécution suivra dans les territoires. Il faudrait faire exactement l'inverse, notamment en matière d'écologie : partir du terrain, des réalités vécues, puis construire les politiques publiques à partir de cette expérience.

Enfin, la question de la justice sociale est centrale, et la taxe carbone en est une bonne illustration. Oui, les incitations fiscales peuvent être efficaces et réduire la consommation d'énergie. Mais comment continuer à défendre une taxe carbone sur les carburants alors que le kérosène des avions reste totalement détaxé ? On demande à des personnes qui n'ont souvent pas d'autre choix que de prendre

leur voiture pour aller travailler de payer davantage, tandis que le transport aérien, utilisé aussi pour les loisirs, échappe largement à cette fiscalité. Il y a là une véritable injustice sociale. Une fiscalité écologique est nécessaire, mais elle suppose une explication collective sur la répartition des efforts et sur leur adaptation aux niveaux de revenu.

Lionel Zinsou :

Je suis, comme d'habitude, entièrement d'accord avec Antoine, à quelques nuances rhétoriques près. L'idée de politiques publiques « *qui commencent par le bas* » me gêne un peu. Disons plutôt qu'aujourd'hui, les dirigeants, les « *en haut des en haut* » (expression souvent utilisée en Afrique), sont souvent très éloignés de l'expérience concrète des usagers. Or cette expérience reste trop secondaire. Même lorsqu'on dispose de vingt ans pour se préparer entre deux épisodes catastrophiques, on ne met pas ce temps à profit. En revanche, une catastrophe comme celle-ci produit un effet de conscience collective presque universel. Tout le monde ne parle plus que de cela : dans la rue, dans les transports, partout. C'est en ce sens qu'elle est véritablement systémique. Je crois que cet épisode va provoquer un progrès réel dans la prise de conscience. Jusqu'à présent, très peu de personnes avaient véritablement intégré ce que signifiait un réchauffement de 4°C. Dès la COP21, on parlait pourtant d'un objectif de limitation à 1,5°C à l'échelle mondiale. Mais ce chiffre mondial signifiait déjà qu'en France, à l'horizon 2100, le réchauffement atteindrait environ 4°C. Je ne suis pas certain que beaucoup de Français l'aient compris à l'époque. Or ce que nous venons de vivre dans une soixantaine de départements, c'est précisément une première expérience de ce que représente un monde à + 4°C. Nous avons enfin une représentation concrète de ce futur. Cela peut faire comprendre que l'adaptation *doit* devenir une politique publique majeure.

Dès 2019, Jean Pisani-Ferry avait déjà produit une première note chiffrant les

besoins, avant le rapport rédigé ensuite avec Selma Mahfouz. Tout était déjà écrit : le coût, mais aussi le caractère profondément transversal du problème, qui concerne toutes les activités sociales, économiques, culturelles et sportives. Simplement, cette réalité était beaucoup moins perceptible qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'est, si l'on peut dire, le seul bénéfice d'une catastrophe ...

LE BREXIT 10 ANS APRÈS

Introduction

Philippe Meyer :

À la veille du dixième anniversaire du vote en faveur du Brexit, le premier ministre britannique travailliste, Keir Starmer, a été contraint à la démission, deux ans à peine après une nette victoire électorale. Si la décision prise, le 23 juin 2016, par une majorité (51,9 %) des électeurs britanniques de quitter l'Union européenne n'est pas directement la cause de la disgrâce de M. Starmer, elle a contribué à créer un climat économique et politique dégradé.

Les études sur l'impact du Brexit sur l'économie vont toutes dans le même sens. Celle publiée en novembre 2025 par le *National Bureau of Economic Research*, un groupe de réflexion américain, a estimé « qu'à la date de 2025, le processus du Brexit a réduit le PIB britannique de 6 % à 8 %, l'investissement de 12 % à 18 %, l'emploi de 3 % à 4 % et la productivité de 3 % à 4 % ». D'après un récent sondage du think tank *European Council on Foreign Relations*, les Britanniques estiment que le Brexit a eu un impact négatif sur presque tous les sujets : le coût de la vie (66 %), l'économie (65 %), les perspectives des jeunes (57 %) ou encore l'immigration clandestine (56 %). Interrogés sur les effets positifs du Brexit, la réponse la plus donnée par les Britanniques est : « *je ne sais pas* ». Dans ce contexte, les termes de « *Breturn* » ou « *Breunion* » ont surgi ces dernières semaines. Une majorité de Britanniques (55 %) se déclarent favorables à un retour de leur pays parmi les membres de l'UE, quand un tiers (34 %) s'y oppose, d'après YouGov. Toutefois, les Britanniques favorables à un retour du Royaume-Uni dans l'UE tomberaient à 35 % si le pays ne pouvait plus bénéficier de ses dérogations antérieures et devait donc adopter la monnaie unique et

participer à l'espace Schengen. Un retour à l'Europe des 28 ne semble donc pas se dessiner. Bruxelles et Londres avancent plutôt depuis plusieurs mois vers un rapprochement. Un sommet entre les deux parties doit avoir lieu le 22 juillet prochain dans la capitale européenne. Ce serait le deuxième après un précédent tenu en mai 2025. Reste à savoir si ce rendez-vous, annoncé la semaine dernière, sera maintenu à la suite de la démission de Keir Starmer. Andy Burnham, nouvel élu de la région de Manchester et favori pour le remplacer à la tête du Parti travailliste et du même coup à Downing Street, ne cache pas qu'il considère le Brexit comme une erreur sans prôner un retour dans l'Union. Le flou entretenu par les brexiters concernant le régime qui suivrait la sortie de l'UE a été pour beaucoup dans le chaos de l'après-23 juin, et notamment la succession rapide de six premiers ministres en moins d'une décennie. Surtout, le Brexit a ouvert un boulevard à une extrême droite contre laquelle on avait imaginé le Royaume-Uni vacciné. La figure de proue en est Nigel Farage – chef, avant le référendum de 2016, du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, et aujourd'hui de *Reform UK*, parti actuellement en tête des sondages britanniques.

Kontildondit

Antoine Foucher :

Je voudrais faire deux remarques. La première est que, dix ans après, si l'on essaie d'établir un bilan objectif du Brexit, il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Cela contraste un peu avec votre présentation, mais lorsqu'on relit les déclarations des plus fervents partisans du *Remain* comme du *Leave*, on constate que les deux camps se sont trompés.

Les promesses des brexiters n'ont pas été tenues. Les deux principales étaient le « *take back control* » sur l'immigration et les 350 millions de livres par semaine promis au NHS. Sur l'immigration, le Royaume-Uni a simplement remplacé une immigration intra-européenne par une immigration extra-européenne. Les scènes de quasi-guerre civile observées ces dernières semaines montrent bien que le Brexit n'a ni apaisé les tensions ni redonné le sentiment de maîtriser les flux migratoires. Quant au fameux bus rouge promettant 350 millions de livres supplémentaires pour le NHS, le système de santé n'a jamais vu arriver cet argent.

Mais les partisans du *Remain* se sont également trompés. La catastrophe économique annoncée n'a pas eu lieu. On disait que la City de Londres cesserait d'être la première place financière d'Europe : elle l'est toujours dix ans plus tard. Si New York attire davantage d'investissements, c'est surtout en raison du développement de l'intelligence artificielle et des technologies, un phénomène qui concerne toute l'Europe, pas seulement le Royaume-Uni. On annonçait aussi le départ massif des banquiers et des traders. En réalité, environ 10 000 personnes sont parties sur les quelque 250 000 que compte la City.

Quant aux évaluations économiques fondées sur ce qui se serait produit sans le Brexit, elles me rendent toujours prudent. Cela me fait penser à la formule attribuée à Churchill : « *je ne crois aux statistiques que quand c'est moi qui les ai*

truquées». Je préfère regarder ce qui s'est réellement passé. Or, sur les dix dernières années, la croissance britannique est comparable à celle de la France, supérieure à celle de l'Allemagne et de l'Italie. On peut toujours soutenir qu'elle aurait été meilleure sans le Brexit, mais il est difficile de parler d'une catastrophe économique.

Cela relativise finalement beaucoup l'importance de la politique. C'est paradoxal de le dire ici, mais le Brexit n'a *pas* profondément changé le destin des Britanniques. Leur trajectoire économique n'a pas été bouleversée, leur trajectoire culturelle non plus. Quant à leur trajectoire politique, ils se reposent aujourd'hui la même question qu'avant leur adhésion à l'Union européenne : faut-il s'en rapprocher davantage ou s'en éloigner ?

Ma deuxième remarque est que, dans les décennies qui viennent, ce qui comptera en Europe, ce ne sera pas tant la manière de faire que ce que nous ferons réellement. Nous passons beaucoup de temps à discuter des procédures, des règles de vote, des négociations institutionnelles. Or tout cela est secondaire par rapport à l'action elle-même. Les Britanniques ont ainsi signé un nouveau partenariat sur Erasmus. Surtout, ils sont aujourd'hui l'un des principaux partenaires de la coalition des volontaires en soutien à l'Ukraine, tout en étant en dehors de l'Union européenne. Que ce soit pour l'intelligence artificielle, les technologies ou la transition énergétique, ce qui importe, c'est d'agir. Que nous le fassions avec les procédures actuelles ou d'autres, avec les Britanniques ou sans eux, l'essentiel est de le *faire*. Pour moi, l'une des grandes leçons du Brexit est là : ce qui compte, ce sont les décisions et l'action. Les processus institutionnels ont une portée symbolique importante, mais, dix ans après, ils apparaissent finalement secondaires dans la vie quotidienne des citoyens.

Lucile Schmid :

Ce que je retiens du Brexit, dix ans après, c'est qu'il a marqué l'entrée dans l'ère des *fake news*. À partir de ce moment-là, le débat démocratique a commencé à

se décomposer. Je me souviens de cette campagne où circulait, par exemple, l'idée que l'Union européenne empêchait le recyclage des sachets de thé. Il y avait aussi le fameux bus promettant 350 millions de livres par semaine pour le NHS. Mais, au-delà de ces exemples, le Brexit a ouvert les vannes d'un véritable délire qui s'est installé durablement dans la vie politique. Nous vivons encore sous les effets de cette décomposition du débat démocratique, qui nourrit l'extrême droite, y compris dans un pays longtemps présenté comme le modèle du régime parlementaire, de la modération et de la qualité du débat public. Que cela soit venu du Royaume-Uni est, à mes yeux, un fait marquant.

La deuxième leçon est la difficulté à défendre l'appartenance à l'Union européenne dans le cadre de procédures référendaires présentées comme l'expression la plus démocratique. Le référendum britannique de 2016 fait écho à celui de 2005 en France. Dans les deux cas, une société de plus en plus polarisée s'est montrée incapable de débattre sereinement de sujets complexes. Les slogans, l'effacement des règles du débat public et la simplification permanente empêchent de comprendre et de documenter les enjeux réels. Enfin, la question migratoire est devenue le symbole de notre rapport au reste du monde. Elle offre à l'extrême droite un terrain privilégié pour construire un discours largement fondé sur des représentations fantasmées. Lorsqu'Antoine dit que ce qui compte, ce sont les décisions concrètes, je suis d'accord. Mais encore faut-il que le débat qui précède ces décisions reste ancré dans la réalité.

Aujourd'hui, il est souvent dominé par l'irréel, ce qui permet à des marchands d'illusions de remporter des élections. On le voit avec Nigel Farage au Royaume-Uni. En Italie, Giorgia Meloni, une fois arrivée au pouvoir, a dû réintroduire une part de réalité dans son action, au point que certains ne la classent plus vraiment à l'extrême droite. J'ai le sentiment que le Rassemblement national n'aurait pas cette même capacité. À l'inverse, Viktor Orbán a fini par être battu. Il existe donc aussi des mécanismes de rappel au réel, et c'est intéressant.

La question essentielle est celle de l'articulation entre les campagnes électorales

et l'exercice du pouvoir. Comment passe-t-on des promesses à la réalité politique ? C'est particulièrement vrai pour Andy Burnham, appelé sans doute à succéder à Keir Starmer. Il est confronté au défi qui se pose aujourd'hui à tous les socialistes : construire un discours en prise avec l'expérience vécue des citoyens. Cette exigence concerne toute la classe politique, mais elle est encore plus forte pour ceux qui, à gauche, ambitionnent d'exercer le pouvoir.

Lionel Zinsou :

Les prochaines élections britanniques sont encore loin et pourraient même être repoussées, puisqu'il n'existe pas d'obligation de retourner rapidement devant les électeurs. Le Parti travailliste dispose toujours d'une majorité considérable acquise lors d'un véritable raz-de-marée électoral. La crise provoquée par la démission du Premier ministre est donc assez distincte du dixième anniversaire du Brexit, même si les deux événements coïncident dans le temps. Keir Starmer a surtout été fragilisé par des dissensions internes, notamment avec celui qui devrait lui succéder, Andy Burnham, mais aussi par le scandale Epstein, la nomination de Peter Mandelson malgré ses liens avec plusieurs affaires, (dont Epstein), ainsi que les accusations concernant la divulgation d'informations classifiées françaises et des délits d'initiés à l'échelle internationale. En Grande-Bretagne, ce type de comportement reste difficilement pardonnable.

Le Parti travailliste conserve néanmoins des atouts avec un dirigeant potentiellement plus charismatique. Keir Starmer a accompli un travail remarquable pour redresser un parti qui s'était profondément affaibli, notamment en raison de dérives comme les accusations d'antisémitisme. Pour revenir au Brexit, je rejoins entièrement Antoine. Il n'y a pas eu d'échec majeur, mais une déception par rapport aux résultats attendus. Or cette déception repose essentiellement sur des raisonnements contrefactuels, c'est-à-dire sur ce qui se serait passé sans le Brexit. Cette méthode est très utile en histoire — par exemple pour évaluer l'effet du chemin de fer sur la croissance entre 1850 et

1914 — mais elle est beaucoup plus fragile lorsqu'il s'agit d'analyser des évolutions contemporaines. Au total, le Brexit n'a pas manifestement provoqué une dégradation majeure de l'économie britannique. En revanche, il faut éviter d'en tirer trop rapidement des leçons pour le continent.

Les Britanniques sont aujourd'hui majoritairement déçus, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils souhaitent revenir dans l'Union européenne. Beaucoup de ceux qui avaient voté pour le Brexit continuent de penser qu'ils avaient raison, mais considèrent que le Brexit a été mal appliqué. Ils estiment qu'un dirigeant plus radical, comme Nigel Farage, aurait obtenu de meilleurs résultats.

Autrement dit, leur conclusion n'est pas : « *revenons en arrière* », mais plutôt : « *nous avons trahi le Brexit* ».

Antoine a également raison de souligner que les conséquences économiques sont restées limitées. Le Royaume-Uni bénéficiait de nombreuses dérogations au sein de l'Union européenne. De plus, il a fallu plusieurs années après le vote de 2016 pour redéfinir les relations avec Bruxelles, et Keir Starmer est ensuite parvenu à conclure toute une série d'accords. Le Royaume-Uni est donc resté très proche des normes européennes, de nombreuses politiques publiques et de plusieurs programmes communs. Au fond, il s'est moins éloigné de l'Union européenne qu'on ne l'imagine souvent, ce qui explique aussi pourquoi il ne s'est finalement pas passé grand-chose.

Lucile Schmid :

Perdre 5 points de PIB ne me paraît pas négligeable. Sur ce point, il existe un débat très vif au Royaume-Uni, mais la plupart des analyses convergent vers cet ordre de grandeur. Je voudrais aussi parler des jeunes. Si le gouvernement de Keir Starmer a rétabli la participation à Erasmus, c'est parce qu'il existe aujourd'hui un véritable problème générationnel en Grande-Bretagne. Pour un jeune Britannique, le fait d'être coupé du continent constitue un handicap réel. Cela rejoint ce que nous disions tout à l'heure sur la question de l'avenir. Vous

avez raison, Lionel, de souligner l'ambivalence de la situation. Certains continuent de penser que, si Nigel Farage avait conduit le Brexit, les résultats auraient été meilleurs. Mais cela signifie aussi que le pays est resté au milieu du gué. Dix ans après, beaucoup de jeunes Britanniques ont le sentiment d'un avenir plus sombre, plus fermé et moins ouvert sur le monde que lorsque le Royaume-Uni appartenait à l'Union européenne.

Antoine Foucher :

Deux remarques, très rapidement. D'abord, le Brexit est contemporain de l'élection de Donald Trump, au milieu des années 2010. C'est à ce moment-là que s'ouvre véritablement la boîte de Pandore des *fake news* généralisées. Je partage ce diagnostic. À court comme à long terme, les conséquences sont extrêmement dommageables. Ensuite, à propos de l'immigration, je me pose une question. Les difficultés auxquelles sont confrontés les Britanniques sont-elles réellement liées au Brexit ? S'il n'y avait pas eu le Brexit, auraient-ils pu, ou même voulu, limiter davantage l'immigration extra-européenne ? La Grande-Bretagne est confrontée au même défi que l'ensemble de l'Europe occidentale, et même qu'une grande partie de l'Occident : le vieillissement démographique. L'immigration constitue donc une nécessité économique, à moins que les populations n'acceptent de travailler beaucoup plus longtemps, tant au cours de leur vie que chaque année.

Les Britanniques, comme les Français ou les Allemands, n'ont pas résolu cette contradiction démocratique. C'est sans doute elle qui explique une partie des tensions actuelles. Enfin, il y a la question de leur modèle communautariste. Je ne prétends pas que le modèle français, plus laïque, fonctionne beaucoup mieux, et il faut se garder de tirer des conclusions générales à partir de situations conjoncturelles. Mais le modèle britannique de coexistence des communautés mérite aujourd'hui d'être interrogé. Il semble avoir davantage opposé certaines communautés les unes aux autres qu'avoir réellement favorisé un vivre-

ensemble.

Lionel Zinsou :

Je suis tout de même frappé par le fait que ce modèle communautariste a permis quelque chose d'assez extraordinaire. La cheffe de l'opposition, à la tête du Parti conservateur, Kemi Badenoch, est d'origine yoruba, tout près de chez moi, si je puis dire (je ne parle pas de la Normandie). Plus largement, parmi les responsables conservateurs les plus hostiles aux migrants, on a vu de nombreux ministres issus de l'immigration, d'origine indienne ou kényane, par exemple. Le Royaume-Uni demeure donc une société profondément pluraliste, d'une manière qu'il serait difficile d'imaginer dans un pays non communautariste comme la France.

Philippe Meyer :

C'est un paradoxe qui m'avait frappé lorsque j'ai été nommé, il y a longtemps, au Conseil franco-britannique. Lors de la première réunion, à Londres, une grande table en acajou séparait les délégations française et britannique. Du côté britannique siégeaient un vieux lord écossais, un Ghanéen d'origine, un Gallois, peut-être un Béninois, un Sikh... Bref, une délégation très diverse. Du côté français, il y avait un normalien, un énarque, un normalien, un énarque, un normalien, un énarque... et moi.